

Préface *Deborah Eade*

Le mot 'développement' est entré dans le lexique des relations internationales en 1949, juste avant que le processus de décolonisation ne commençât sérieusement et alors que l'Amérique latine, qui avait recouvré son indépendance officielle quelques générations auparavant, connaissait une croissance économique impulsée par les exportations et une industrialisation rapides. À l'époque, le développement était perçu, et il l'est toujours, comme synonyme de la modernisation dans le style occidental. Le sous-développement, dans le cadre de cette vision du monde, est donc la pauvreté généralisée qui caractérise les économies principalement rurales du Sud ; par conséquent, le processus de développement est celui qui consiste à 'rattraper' les économies industrialisées du Nord. C'est là un exposé très caricatural, certes, mais la plus grande partie de l'assistance au développement, qu'elle soit officielle ou non gouvernementale, se concentre encore sur la croissance économique au niveau macro, et sur une forme ou une autre de génération de revenus au niveau micro, comme la clé principale de l'éradication de la pauvreté.

Où se situe la culture dans ce discours ? Théorie anthropologique à part, comment les politiques et les pratiques du développement comprennent ou abordent-elles la culture ? Malheureusement, pour la plupart, elles agissent comme si toutes les cultures étaient, ou cherchaient à être, plus ou moins les mêmes : le développement, vu sous cet angle, est un projet normatif. Les cultures 'locales' ou 'traditionnelles' sont, encore aujourd'hui, considérées comme un frein au développement, tandis que les agences de développement internationales et leurs homologues nationaux se considèrent comme culturellement neutres - si ce n'est supérieurs. On pourrait, de fait, soutenir que l'industrie de l'aide dans son ensemble est fondée sur l'hypothèse selon laquelle une puissance économique plus grande suppose une sagesse supérieure et par conséquent confère le devoir moral, et pas seulement le droit, d'intervenir dans la vie de ceux qui sont moins fortunés (Cf. Tucker 1996 : 11 ; Powell 1995). Dans un tel cadre, l'identité culturelle et les pratiques traditionnelles sont acceptables pourvu qu'elles n'empiètent pas sur le progrès économique ou sur les indicateurs conventionnels de développement, et qu'elles ne représentent pas 'une culture de pauvreté', c'est-à-dire des comportements qui empêchent des sociétés ou des groupes de personnes de profiter du développement économique. Par conséquent, la culture est confiée aux domaines soi-disant privés ou subjectifs des croyances religieuses, des habitudes alimentaires, des pratiques vestimentaires, des coutumes sociales, de la musique, des 'modes de vie', et ainsi de suite ; être et foyer plutôt que gouvernement ou lieu de travail. Tandis que tout autour d'eux change, ces aspects de la vie des gens peuvent être considérés par ceux venus de l'extérieur comme éternels ou à ne pas toucher ; et comme *toutes* les sociétés limitent plus ou moins la participation des femmes au domaine public, la responsabilité de préserver ce que les femmes peuvent subir comme des aspects oppressifs de leur culture, incombe malgré tout à ces dernières. (1)

La communauté internationale du développement, faute d'un terme meilleur, devient néanmoins de plus en plus sensible à la relation entre culture et développement. Sans compter la Décennie mondiale pour le développement culturel (1988-1997), qui pour diverses raisons n'a pas eu grand effet sur les principales agences d'aide, nous mettrons en relief cinq des nombreux facteurs qui ont contribué à ce changement. Le premier est l'impact de la chute du Mur de Berlin sur les politiques générales et la mobilisation populaire en faveur de l'idée selon laquelle les droits de l'homme sont à la fois universels et indivisibles. Durant les longues décennies de la Guerre froide, il y avait des divisions marquées entre l'Ouest, qui accordait la priorité aux droits civils et politiques, dits de première génération, et les pays tombant sous l'influence soviétique, ou qui adhéraient en gros à un ordre du jour socialiste, et qui mettaient

l'accent sur le caractère primordial des droits sociaux et économiques. (La question des droits culturels - dont les relations de pouvoir entre les sexes sont considérées comme une sous-catégorie - n'était guère prioritaire pour l'un ou l'autre côté). Bien que de nombreux gouvernements du Sud soutiendraient encore que la jouissance universelle des droits politiques et civils elle-même dépend de l'équité sociale et économique au niveau mondial ainsi que national, l'extraction du 'dard idéologique' a fait plus de place au débat portant sur la façon de définir les droits culturels, et la manière de les défendre au mieux. (2) Deuxièmement, parallèlement à l'effondrement d'une alternative au néo-libéralisme, nous assistons à la montée de la 'politique identitaire' dans la majeure partie du monde occidental et occidentalisé. Ce phénomène se manifeste au niveau populaire dans diverses formes de 'contre-culture', ainsi que dans les industries du loisir comme la 'world music' ou la 'world culture', elles-mêmes impulsées par les progrès des communications mondiales bon marché. Bien que cet échange interculturel puisse sembler banal, et une forme résolument apolitique d'internationalisme, il permet aux jeunes en particulier de développer quelques connaissances et une certaine solidarité avec des manières différentes de comprendre le monde, et de nouer des liens entre cultures d'une manière plus égalitaire qu'il n'a jamais été possible de le faire jusqu'ici. Un troisième élément, incarné par la Banque mondiale mais embrassé implicitement par d'autres organismes internationaux, est que la mobilisation des 'forces et des atouts culturels' et l'attention explicite accordée à la culture dans la conception [des efforts en vue de réduire la pauvreté] aboutiront à des améliorations des efforts en vue de réduire la pauvreté'. (3) Cet argument évoque ce que l'on appelle le 'féminisme instrumental' de la Banque lorsqu'elle a réalisé le fait que la subordination et l'oppression continues des femmes sont économiquement 'inefficaces' (Bessis 2001). Quoi qu'il en soit, il est certain que la Banque apporte tout son soutien aux recherches de haut niveau sur la relation entre le développement et la culture et qu'elle en fait plus que la plupart des autres entités, en vertu des ressources et de l'influence qu'elle est en mesure de mobiliser, pour introduire ces questions aux ordres du jour de la lutte contre la pauvreté et de l'aide. (4) Quatrièmement, le fait que l'accent soit de plus en plus porté sur la société civile dans la gouvernance mondiale reflète l'attention prêtée par Robert Putnam et d'autres au 'capital social', cette 'colle' qui lie les sociétés au-delà des obligations immédiates qui vont de pair avec la famille et la parenté. L'échec de ceux venus de l'extérieur, et même de ceux qui sont déjà dans la place, à comprendre les intersections entre les systèmes de croyances et la loyauté, d'une part, et les aspirations et frustrations de ceux qui les partagent, d'autre part, n'est apparu que trop clairement lors des bains de sang des 'nettoyages ethniques' au sein même de pays, du Guatemala au Rwanda, en passant par la Somalie et les Balkans, entre autres. Enfin, et c'est peut-être l'aspect le plus significatif, nous assistons au rejet généralisé et à la base large du modèle de développement monoculturel représenté, paraît-il, par la globalisation économique, ce qu'Ignacio Ramonet appelle 'la pensée unique'. Des petits agriculteurs indiens s'opposant à la tentative d'une société américaine à breveter le riz *basmati*, aux activistes du domaine de la santé et les gouvernements du Brésil, de l'Afrique du Sud et même du Canada qui demandent aux sociétés pharmaceutiques de réduire le prix des médicaments essentiels, en passant par les citoyens normalement respectueux des lois qui détruisent les locaux de MacDonald's ou Starbucks à Bangalore ou Seattle, ou encore le mouvement *zapatista* dans le sud du Mexique, dont les actions inaugurales eurent lieu le jour même de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), nombre de protestations de ce type soutiennent qu'elles se basent sur une forme ou une autre de résistance culturelle à ce qu'elles perçoivent comme la domination de la culture occidentale (et plus précisément de celle des États-Unis). Leur message est que si le développement suppose la globalisation économique, et si la globalisation économique suppose l'accumulation de plus en plus intense de richesses par une

minorité et l'exclusion de la majorité, alors pour la plus grande partie de l'humanité, le développement est un projet en faillite.(5)

Dans un esprit moins positif, les écrits d'auteurs comme Robert Kaplan et Samuel Huntington sont entrés petit à petit dans les manières (et les ont reflétées) dont le monde non occidental est perçu, même aux niveaux politiques les plus élevés. (6) La prévision de Huntington, en 1993, d'un 'choc des civilisations' dans lequel 'la source dominante du conflit sera culturelle' se base, selon Edward Said (2001), sur un récit superficiel et essentiellement idéologique de ce qui constitue les civilisations, les cultures et les identités ; un exposé qui esquive autant que possible 'la dynamique et la pluralité internes de chaque civilisation' et ignore la 'multitude de courants et contre-courants ... qui ont rendu possible que l'histoire [humaine] non seulement comporte des guerres de religion et de conquêtes impériales, mais qu'elle soit aussi une histoire d'échanges, de fertilisation mutuelle et de partage'. Quoi qu'il en soit, la vision apocalyptique de Huntington a été fréquemment invoquée depuis les attentats terroristes de 2001 aux États-Unis, ce de manières qui ont tendu à enfermer les populations occidentales dans une peur et des préjugés plus profonds, au lieu de les faire entrer dans un débat éclairé.

Sur cette toile de fond d'un regain d'intérêt pour ce qui constitue l'identité culturelle, et en particulier lorsqu'elle est invoquée en réponse à une menace réelle ou perçue, d'autres manières de comprendre les relations entre la (ou les) culture(s) et le développement pourraient encore trouver un terrain fertile. Un essai publié dans un numéro spécial du périodique *Culturelink*, intitulé 'Culture and Development vs Cultural Development' (Culture et développement contre développement culturel) a reproduit un article donnant une vue d'ensemble et écrit en 1998 par Mervyn Caxton. Il fait remarquer 'la confusion générale qui [existe] entre 'culture' dans son sens humaniste et artistique, et 'culture' dans son sens anthropologique plus large' et entre 'le développement culturel *per se* et le concept de culture et développement'. **Thierry Verhelst** et **Wendy Tyndale** seraient d'accord avec M. Caxton lorsqu'il soutient que '[tous] les modèles de développement sont essentiellement culturels'. Par conséquent, la culture n'est pas un 'à-côté' facultatif venant s'ajouter au développement, ou un aspect à aborder à la façon d'une agence qui prend des mesures pour veiller à ce que ses interventions n'empirent pas la situation des plus vulnérables. Le développement est plutôt une construction mentale culturelle, une base pour le dialogue inter-culturel, bien que généralement dans des conditions inégales. Caxton (2000 : 26-7) l'exprime ainsi :

Lorsqu'un peuple se confronte à des défis émanant de l'environnement qui exigent des réponses et des solutions, l'une des fonctions de la culture est de fournir des critères qui permettraient une sélection entre plusieurs solutions possibles. Ce rôle essentiel de la culture est usurpé, et sa capacité à fournir des réponses adéquates aux défis du développement est entravée, si les critères utilisés sont des critères externes à la culture elle-même. C'est ce qui arrive lorsque l'on se base exclusivement sur des modèles de développement externes.

Il poursuit :

Le génie créatif d'une société et son identité culturelle s'expriment d'une façon tangible et pratique dans la manière dont elle aborde ses problèmes dans les divers domaines qui sont importants pour son fonctionnement correct, et qui, pris dans leur ensemble, peuvent être décrits comme une action de développement. Comme la culture d'un peuple représente la totalité du cadre qu'elle a pour vivre, elle contient toutes les réponses possibles qu'il pourrait donner aux exigences de son environnement de vie.

Cette approche 'holistique' (ou globale) trouve un écho dans un volume récent, dont le sous-titre est 'les femmes qui pratiquent le développement dans plusieurs cultures', et dont les éditeurs observent que '... le développement a lieu dans les parlements, les usines, les tribunaux, les banques, les salles de classe, les stands de bord de route, les associations, les terrains de sport, les maisons d'édition, les hôpitaux, les cinémas, les théâtres communautaires, les romans, et même au foyer', et que ses protagonistes sont 'les activistes de la communauté, qui se donnent des pouvoirs en construisant des communautés de développement au sein des cultures et entre elles' (Perry et Schenck 2001, pp. 1 et 7).

Tout ceci est loin du type de relativisme culturel qui naît de la peur de porter un jugement, et de la dichotomie public-privé à laquelle il est fait allusion plus haut. Bien que cela n'éliminera pas la 'mauvaise conduite' des bénéficiaires des projets à laquelle se réfère Buvinic (1986), ni ne fournira un exposé simple pour expliquer ces comportements pervers (7), cela pose les fondations pour un dialogue interculturel plus riche et plus durable que celui dans lequel la plupart des agences de développement se sont engagées jusqu'ici.

Notes

1 Je garde un souvenir éternel d'une conversation que j'ai eue avec la coordinatrice d'une organisation *indigenista* (pro-indienne) guatémaltèque. Cette femme, connue pour son courage personnel ainsi que sa capacité intellectuelle, me confia qu'elle avait été critiquée par ses collègues masculins parce qu'elle n'était 'pas assez maya'. La preuve ? Elle portait des lunettes (étant très myope), ainsi que des vêtements modernes et non traditionnels (le port de son *traje* l'aurait, toutefois, instantanément distinguée comme une réfugiée illégale à Mexico City - et c'est bien sûr pourquoi ses critiques avaient eux aussi adopté un style vestimentaire occidental), et elle utilisait un mixer électrique au lieu du *molcahete* traditionnel (sorte de mortier utilisé pour écraser le maïs avant de le cuire - le nec plus ultra des appareils demandant beaucoup de travail). La question qu'elle se posait était de savoir si ces signifiants culturels n'étaient pas en fait davantage liés à la pauvreté et à l'oppression des femmes qu'à des aspects que les Mayas devraient défendre. 'Les femmes de mon village marchent pieds nus tandis que les hommes portent des sandales ou des chaussures', me dit-elle. 'Est-ce par choix, parce qu'elles ne peuvent pas se permettre d'en acheter, ou parce que notre culture ne cherche pas à faciliter la vie aux femmes ?' Lorsque je revis mon amie, quelques années plus tard, elle avait formé une organisation féministe - tout aussi déterminée à baser les politiques de développement du Guatemala sur la culture maya, mais avec l'œil critique de celle qui connaît les choses de l'intérieur sur les aspects de cette culture qui pourraient et devraient être abandonnés.

2 Tandis que la fausse division entre les deux générations de droits de l'homme commence à s'effacer, il est devenu évident que les démocraties occidentales ne sont pas engagées sans équivoque sur le plan des principes de l'universalité et de l'indivisibilité : les États-Unis, par exemple, sont l'un des six pays seulement qui n'ont pas encore ratifié la Convention de 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW). Ceci dit, l'indice du PNUD de développement selon le genre (GDI) place les USA en quatrième position après la Norvège, l'Australie et le Canada, bien au-dessus de la plupart des signataires – dont l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis, par exemple, deux pays dans lesquels les femmes représentent moins de 10% de la main-d'œuvre adulte et n'ont aucun siège au parlement.

3 'Culture and Poverty: Learning and Research at the World Bank', www.worldbank.org/poverty/culture/overview/index.htm/, consulté le 9 octobre 2001.

4 Parmi les initiatives soutenues par la Banque mondiale figurent le World Faiths Dialogue on Development (WFDD - Dialogue mondial des fois sur le développement), qui a parrainé l'essai d'introduction de ce volume, et un livre à paraître prochainement sur la culture et la pauvreté, qui sera co-édité par Vijayendra Rao et Michael Walton, avec la participation de spécialistes de tout premier plan dans ce domaine.

5 Argument élaboré par un certain nombre d'auteurs post-développement, dont Esteva et Prakash 1998, et par Kothari 1999.

6 Par exemple, l'article de Kaplan 'The Coming Anarchy' a été, selon Anne Mackintosh (1997), distribué à toutes les ambassades des États-Unis en 1994, peu avant le génocide rwandais.

7 Elora Shehabuddin (2001) utilise l'exemple de femmes rurales du Bangladesh qui déconcertèrent tant les travailleurs d'ONG que les observateurs religieux lorsqu'elles décidèrent d'utiliser leurs nouvelles économies pour acheter des *burqas* neuves et plus jolies, pour illustrer que les femmes ne sont pas aussi facilement trompées par *l'autre* côté que les ONG l'imaginent ou que les fondamentalistes religieux le craignent. Elles s'efforcent plutôt de tirer le meilleur parti des options dont elles disposent.

Références

Bessis, Sophie (2001) 'The World Bank and Women: 'Instrumental Feminism'', in Susan Perry et Celeste Schenck (eds.)

Buvinic, Mayra (1986) 'Projects for women in the Third World: explaining their misbehaviour', *World Development* 14(5).

Esteva, Gustavo and Madhu Suri Prakash (1998) 'Beyond development, what?', *Development in Practice* 8(3)280-296.

Kothari, Smitu (1999) 'Inclusive, just, plural, dynamic: building a 'civil' society in the Third World', *Development in Practice* 9(3) 246-259.

Mackintosh, Anne (1997) 'Rwanda: beyond ethnic conflict', *Development in Practice*, 7(4) 464-474.

Perry, Susan et Celeste Schenck (eds.) (2001) *Eye to Eye: Women Practising Development Across Cultures*, London et New York: Zed Books.

Powell, Mike (1995) 'Culture: intervention or solidarity?', *Development in Practice* 5(3)196-206.

Said, Edward W. (2001) 'The Clash of Ignorance', *The Nation*, 22 octobre 2001.

Shehabuddin, Elora (2001) 'Gender and the Politics of Fatwas in Bangladesh', in Susan Perry et Celeste Schenck (eds.).

Tucker, Vincent (1996) 'Introduction: a cultural perspective on development', *European Journal of Development Research*, 8(2) 1-21.

